



## À Vertbaudet, les nôtres !

*Mardi dernier 16 mai, la police est intervenue pour déloger le piquet de grève des ouvrières de l'entrepôt Vertbaudet, à Marquette-lez-Lille, une entreprise de vêtements pour enfants. Une ouvrière s'est retrouvée aux urgences de l'hôpital pour une lésion au cou à la suite des violences policières. La veille, deux militants qui étaient venus soutenir le piquet de grève avaient été arrêtés. Et le lendemain, c'est un des syndicalistes de l'entreprise qui était agressé par des individus en rentrant chez lui. Mais la grève continue.*

*Cette grève qui dure depuis deux mois est révélatrice de la colère du monde du travail, face à la rapacité et brutalité du patronat et de l'État aujourd'hui.*

### 11 millions de bénéfices, 0 % d'augmentation

C'est à un riche fonds d'investissement, Equistone Partners Europe à la tête de 5,5 milliards d'investissements, qu'appartient l'entreprise Vertbaudet. À elle seule, elle a rapporté à ce fonds 11,4 millions de bénéfice annuel. Mais c'est 0 % d'augmentation que la direction annonçait lors des NAO. Avec tout au plus quelques primes aléatoires, en fonction de la performance, et le droit de faire, au volontariat, une heure supplémentaire par jour. Le fameux « travailler plus pour gagner plus »... et se ruiner la santé.

La direction a eu l'appui sans faille des pouvoirs publics. Appui de la justice qui a donné raison au patron lorsque celui-ci a embauché des intérimaires pour remplacer les grévistes, bafouant la loi sur le droit de grève. Appui de la police intervenue plusieurs fois contre les grévistes, à la mi-avril et cette semaine. Quant aux trois individus qui ont agressé un militant syndical le 17 mai en se disant de la police et en le traitant de « sale gréviste », difficile de savoir s'ils étaient vraiment de la police, en heures sup', ou s'il s'agissait de nervis patronaux d'extrême droite – ou les deux !

### Retraite, salaire, indemnisation du chômage, un même combat

Ce comportement de la police, de la justice et de l'appareil d'État au service du patronat, c'est la réplique de ce qu'on a connu tout au long de la lutte contre la réforme des retraites, avec la morgue du gouvernement, les violences de sa police et la partialité de son Conseil constitutionnel – tous ligüés pour qu'on se tue au boulot jusqu'à 64 ans, voire 67 ans, pour avoir ses annuités.

Et Macron, qui n'ose plus annoncer à l'avance ses visites de peur d'un concert de casseroles, s'est

*Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :*

Web **Convergences Révolutionnaires** ou **Nouveaupartianticapitaliste.fr**

Mail [cr@convergencesrevolutionnaires.org](mailto:cr@convergencesrevolutionnaires.org)

réfugié à Versailles, le 15 mai dernier, pour recevoir au château une fournée de richissimes patrons auxquels il a vanté « l'attractivité de la France » pour les investisseurs. Entendez les salaires bloqués et la précarité qui pourraient tenter, espère-t-il, un Elon Musk.

En guise de « social » et pour éviter aux patrons d'augmenter les salaires, il promet une réduction d'impôts pour « les classes moyennes » : ceux qui, selon lui, seraient « trop riches pour être aidés et pas assez pour bien vivre ». Comme si les salariés les plus pauvres ou ceux qu'on veut faire bosser presque à l'œil pour toucher le RSA étaient aidés. L'aumône en question, de 2 milliards de réduction d'impôts, représenterait tout au plus 75 euros pour chacun. Alors que pour ceux qui sont réellement trop riches, c'est 162 milliards d'aides de l'État aux patrons.

Notre colère qui s'est manifestée depuis janvier est toujours là. Les travailleuses de Vertbaudet en sont la preuve. Elles ne sont pas les seules. C'est le cas des intérimaires à PSA Stellantis, dont la paye est amputée à chaque jour décrété chôme par l'entreprise et qui se rebiffent malgré la menace que fait peser sur eux leur statut précaire ; des cheminots contre la dégradation de leurs conditions de travail ; des postiers pour l'embauche en poste fixe des intérimaires. La lutte contre la réforme des retraites n'est pas finie, la prochaine journée de grève et de manifestation du 6 juin doit être massive, n'en déplaise à ceux qui veulent nous faire taire comme à ceux qui reprennent « le dialogue social » avec des sourds. Nous toutes et tous, salariés ou jeunes révoltés par les injustices de la société et la rapacité du capitalisme, n'avons pas dit notre dernier mot.



SCAN ME

### **Deux ans de plus pour les patrons : toujours non !**

Les directions des cinq confédérations syndicales « représentatives » ont finalement toutes accepté de rencontrer la Première ministre la semaine dernière. Pour rappeler leur refus de la réforme des retraites, assurent-elles. Pensent-elles parler plus fort chacune à leur tour que les millions de travailleurs et de jeunes mobilisés depuis des mois ? Quelles propositions attendent-elles sur les salaires, les conditions de travail ou la démocratie en entreprise de la part d'un gouvernement qui multiplie les cadeaux au grand patronat et les attaques contre les droits sociaux et contre les plus pauvres, avec un supplément d'arrogance et de mépris ? Les salons feutrés où se déroule ce prétendu « dialogue social » n'ont jamais été un terrain favorable pour les travailleurs. Pour faire reculer Macron et son monde, lui faire remballer sa réforme des retraites et imposer l'augmentation réelle des salaires ou des embauches pour partager le travail entre tous et toutes, pas de raccourci : nous ne pourrions compter que sur nos luttes, nos grèves, les manifestations et autres casseroles, en mettant toutes nos forces dans la bagarre.

### **Manifestation à Melun le 6 juin**

Il y aura sans doute de nouveau une manifestation à Melun le 6 juin prochain, contre la réforme des retraites et pour des augmentations de salaire. Une banderole du dépôt ne détonnerait pas dans le cortège !

### **Non au TI !**

Une heure passée au boulot doit être payée comme telle, un point c'est tout. On n'a peut-être pas le rapport de force pour imposer cette revendication aujourd'hui, mais il ne faut pas l'oublier : avant le TI, les bus roulaient, et même mieux.

### **Cadeau empoisonné**

Macron a annoncé des baisses d'impôts pour ceux qu'il appelle « les classes moyennes ». Autrement dit, les travailleurs qui gagnent entre 1500 et 2500 euros par mois, soit 15 millions de ménages... qui devront se partager une enveloppe de deux milliards. Ce genre de « cadeaux » ne sert qu'à se payer un vernis social, et surtout à exonérer le patronat des augmentations de salaire qui pourraient nous permettre de faire face à l'inflation. Car l'impôt le plus injuste reste encore la TVA, ce que chaque passage à la caisse du supermarché nous rappelle.

### **Gaz naturel : on nous enfume**

Les prix du gaz naturel sont en chute libre sur les marchés internationaux. Le mégawattheure est tombé en dessous de 30 euros alors qu'il coûtait dix fois plus cher en août 2022. Mais sur les factures, qui l'a remarqué ? Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, réaffirme en prime que le 30 juin prochain sonnera le glas du tarif réglementé du gaz, ou bouclier tarifaire.

Cela veut-il dire que les tarifs vont baisser ? Rien n'est moins sûr ! Les industriels du secteur vont profiter de l'aubaine le plus longtemps possible avant de répercuter la baisse des prix sur leurs tarifs.

### **À quand un trimestre anti-baratin ?**

« Le trimestre anti-inflation a été un vrai succès, il a permis de faire baisser les prix [...] de 13 % en moyenne », a déclaré ce même Bruno Le Maire. Mais il suffit d'entrer dans un supermarché pour constater que les prix s'envolent. L'association Que Choisir a même calculé que les prix des produits concernés par l'opération n'ont pas baissé.

### **Pour la fin de la faim, il faut la fin du capitalisme**

Selon un rapport récent, la proportion de personnes déclarant « ne pas manger à leur faim » en France est passée de 12 à 16 % en 5 mois. La hausse des prix contraint de plus en plus à restreindre le budget alimentaire pour faire face aux dépenses de logement et aux abonnements.

Pour s'en sortir, les travailleurs doivent imposer l'augmentation des salaires, allocations et pensions et leur indexation sur la hausse des prix.

### **Au gouvernement ou ailleurs, l'extrême droite est l'ennemi des travailleurs**

Le maire de Saint-Brévin-les-Pins a subi toute une campagne menée par une fraction de l'extrême droite contre l'installation dans la commune d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Il a démissionné après l'incendie criminel de son domicile.

Depuis sa démission, il reçoit des messages de soutien du gouvernement – qui dans le même temps met le feu à Mayotte. À des milliers de kilomètres de Saint-Brévin-les-Pins, Darmanin a mis en scène une chasse aux pauvres et aux migrants pour la montrer à tout le pays. N'est-ce pas une manière de dire aux excités d'extrême-droite qu'ils ont carte blanche contre les migrants ?

### **Vive la lutte des postiers de Martinique !**

Depuis jeudi 11 mai, les postiers martiniquais dénoncent l'augmentation de la charge de travail. En effet La Poste diffuse depuis décembre la totalité des imprimés publicitaires de l'île, obligeant les facteurs à distribuer les pubs de plus de 15 annonceurs différents. Un gros bazar, tout ça parce que La Poste a sauté sur l'occasion de récupérer le marché, sans vouloir pour autant déboursier un centime.

Les postiers demandent une amélioration de leurs conditions de travail et une compensation financière. Les grévistes sont déterminés : la grève est reconduite dans les unités de distribution, et le centre de tri de Fort-de-France est bloqué. Paniquée, la direction cherche à organiser des négociations, qui pour l'instant coïncident... puisqu'elle ne cède pas. Des deux côtés de l'océan, la force des travailleurs, c'est la grève !